

En quelques mois à peine, le Groupe de travail a entrepris des consultations avec les groupes suivants:

Chambre de commerce du Canada
 Association des universités et collèges du Canada
 Association du Barreau canadien
 Association des banquiers du Canada
 Conference Board du Canada
 Congrès du travail du Canada
 Conseil canadien de la coopération internationale
 Organisation internationale du Travail
 Bourse de Montréal
 Bourse de Toronto
 Association des coopératives du Canada
 Service administratif canadien aux organisations
 Association des collèges communautaires du Canada
 Association des exportateurs canadiens
 Fédération canadienne des doyens de gestion et d'administration
 Organisation canadienne pour la solidarité et le développement
 Centre international des droits humains et du développement démocratique
 L'Entraide universitaire mondiale du Canada
 Radio-Canada international
 Office national du film
 de nombreuses entreprises canadiennes
 de multiples organisations ethniques/
 multiculturelles.

Ces consultations se poursuivront et iront en s'accroissant, afin de s'assurer que l'engagement des Canadiens envers la Nouvelle Europe soit le plus large et s'appuie sur le plus grand nombre.

OFFRES DE PROJETS

Le Groupe de travail est déterminé à faire en sorte que le secteur privé soit un des principaux intervenant dans nos initiatives en matière de coopération.

Le secteur privé dispose des compétences qui font tellement défaut dans ce pays. Ce sera en outre le secteur privé qui prendra l'initiative de saisir les possibilités de marché et d'établir d'éventuelles relations d'affaires dans ces pays.

Les organisations et entreprises qui désirent mettre sur pied des projets sont invitées à communiquer avec les bureaux du Groupe de travail à Ottawa (l'adresse et le numéro de téléphone sont fournis dans ce bulletin d'information).

Le Groupe de travail ne prendra pas en considération des demandes d'appui financier ne faisant pas l'objet de précisions en détail. Des propositions détaillées sont exigées, et doivent comporter des précisions telles les objectifs du programme envisagé,

les avantages qui en découleront pour les pays récipiendaires, les avantages à long terme pour le Canada. L'évaluation des projets et leur approbation seront fondées sur le critère essentiel de leur contribution à la transformation économique et politique de ces pays.

La contribution financière accordée au projet par l'entreprise ou l'organisme qui en est le parrain jouera également comme une donnée supplémentaire importante. Le gouvernement a fixé une limite aux fonds qu'il est en mesure de consacrer à ce programme. Afin de renforcer l'engagement et l'implication des Canadiens dans la "Nouvelle Europe", le Groupe de travail exige dans la mesure du possible des aides financières de contrepartie ou à frais partagés.

DES CANADIENS DONT L'ACTION EST TANGIBLE

Voici en résumé quelques-uns des projets de divers types mis sur pied jusqu'à maintenant:

- Les gouvernements fédéral et de l'Ontario et le secteur privé ont apporté un appui financier au programme d'échanges de l'Université York entre entreprises de l'Est et de l'Ouest sur l'entrepreneuriat et le fonctionnement des marchés. Quelque 130 jeunes cadres prometteurs d'Europe centrale et de l'est ainsi que de l'URSS ont ainsi pris part l'été dernier à un programme d'une durée de neuf semaines. Un des volets de ce programme prévoit l'envoi des participants en région afin de suivre des stages leur permettant de se familiariser avec la diversité de la culture et du milieu des affaires canadiens.
- Un programme de formation a été mis sur pied à l'intention de 100 agriculteurs polonais. Les participants à ce programme séjournent au Canada afin d'étudier les méthodes avancées en matière de gestion d'exploitations agricoles et de reproduction de troupeaux. Leur formation est assortie d'un stage d'apprentissage d'une durée de 14 semaines sur des fermes laitières d'exploitation familiale réparties partout à travers le Canada.
- Le Service administratif canadien aux organisations (SACO) dépêche des experts-conseil comme coopérants-volontaires en Pologne et en Hongrie. Des dirigeants d'entreprises à la retraite parlant la langue du pays ont été recrutés partout à travers le Canada.